



Le ministre de l'Education Nationale ne prend pas la mesure de cette rentrée hors norme

À une dizaine de jours d'une rentrée scolaire qui sera nécessairement hors normes, c'est suite aux interventions pressantes d'associations de parents et d'organisations syndicales dont la FSU que Jean Michel Blanquer est intervenu sur France 2 hier soir, anticipant sa conférence de presse prévue le 26 août.

C'est bien parce que nous partageons l'objectif qu'il a énoncé d'accueillir l'ensemble des élèves à cette rentrée que nous continuons à dénoncer les insuffisances, carences et flou persistant du protocole sanitaire et l'absence de véritable mesure pédagogique.

Dans son intervention, Jean-Michel Blanquer a annoncé l'obligation de port du masque pour l'ensemble des adultes et des élèves de plus de 11 ans, alors que le protocole initial prévoyait que le masque n'était pas indispensable si la distance d'un mètre était sauf pour les enseignant-es en maternelle pour qui il reste recommandé. Par ailleurs, les masques ne seront pas gratuits pour les élèves, ce que la FSU dénonce.

Au-delà de cette seule annonce sur les masques, rien n'a évolué sur le reste du protocole, confirmant ainsi la volonté de faire de cette rentrée une rentrée ordinaire, comme si de rien n'était. Pourquoi, en particulier, ne pas prévoir le non-brassage des groupes d'élèves dont on sait pourtant qu'il peut permettre d'éviter d'avoir à fermer toute une école ou un établissement grâce à l'isolement du groupe dès suspicion de contagion ? Port du masque, désinfection fréquente, aération des locaux, etc. : tout cela doit faire l'objet de consignes nationales très claires qui ne sont toujours pas là.

Surtout, les élèves qui seront accueillis sont celles et ceux dont le lien avec l'école s'est distendu depuis près de 6 mois. Ils nécessitent une attention particulière et du temps d'enseignement renforcé. Le ministre ne renvoie qu'à la seule organisation de tests de positionnement et aux heures supplémentaires. Il maintient les évaluations nationales ignorant le caractère spécifique d'une rentrée particulière après une période traumatisante pour les élèves et les personnels. Avec cette mesure « hors sol », il rajoute de l'inquiétude là où la sérénité s'impose. Aucune amélioration de l'encadrement ne sera mise en œuvre alors que le protocole sanitaire nécessitera une attention de tous les instants et que les organisations pédagogiques nécessiteraient de pouvoir prendre les élèves en petits groupes.

Les personnels sont très inquiets : qu'en sera-t-il de celles et ceux qui sont considéré-es « à risques » ? Le travail à distance sera-t-il de nouveau proposé pour alléger les groupes d'élèves, et dans ce cas, comment sera-t-il cadré ? Quelles garanties sur le respect des conditions de travail des enseignant-es et le respect de leurs missions ? Il n'est pas pensable de laisser ces questions sans réponses, et de renvoyer au local la responsabilité de l'organisation de cette rentrée.

Convaincue de l'impérieuse nécessité d'anticiper la rentrée scolaire pour permettre une reprise de l'ensemble des élèves, la FSU continue d'exiger une discussion approfondie sur de meilleures conditions, tant sanitaires que pédagogiques, pour cette rentrée. Les conditions doivent être cadrées nationalement afin de garantir une égalité pour tous, personnels comme élèves, sur l'ensemble du territoire. Alors que des centaines de milliards d'euros sont consacrés au soutien de l'économie et des entreprises, le gouvernement ne prend pas la mesure du rôle de l'école dans la lutte contre les inégalités que cette crise a largement mises en lumière et de ses conséquences sur le chômage des jeunes. Un plan d'urgence pour la jeunesse et l'école s'impose.

Les Lilas, le 21 août 2020

